

---

# LE POINT DU JOUR,

OÙ

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.

N°. CXVIII.

---

*Du Mercredi 28 Octobre 1789.*

APRÈS la lecture du procès-verbal, après l'annonce des dons patriotiques & des adresses d'adhésion de différentes villes, M. le président a dit qu'il s'étoit rendu chez les députés qui avoient été blessés la veille par la chute des tribunes; que M. Soustel étoit sans fièvre, mais que M. Viard n'étoit pas bien; on a désiré que deux de messieurs fussent chargés du soin de les voir & de rendre compte tous les jours de leur état à l'assemblée.

M. le président a nommé en conséquence M. Sale, médecin, & M. l'évêque de Rhodés.

Les arrêtés de lundi concernant les convocations de quelques provinces, ont été présentés au roi le même jour, & sa majesté lui a répondu qu'elle alloit prendre en considération ces arrêtés; qu'elle avoit autorisé les états de Béarn, à l'effet de nommer de nouveaux députés où de donner aux anciens des pouvoirs moins limités. Il a ajouté qu'il n'avoit pas donné son consentement à la convocation des états du Dauphiné; que la commission intermédiaire venoit de lui écrire, & que son dessein étoit de communiquer cette demande à l'assemblée nationale.

Le second scrutin pour la présidence n'a pas été plus utile que le premier; il paroît que MM. Emmeri & Ca-

*Tom. III,*

P

mus, partagent toujours les *suffrages* des électeurs. Un troisième scrutin devoit terminer hier à la fin de la séance cette espèce de lutte, déjà bien longue.

L'ordre du jour rappelloit aux conditions nécessaires pour être électeur ou éligible; mais M. le curé de Souppes a cru plus utile de proposer, pour accélérer les délibérations qu'un membre de l'assemblée discutoit, qu'un membre du comité répondit, & que l'on allât ensuite aux voix.

Les motifs de bien public qui ont fait faire cette motion n'ont pas empêché de voir les dangers inséparables de la trop grande limitation des discussions; on n'a point délibéré sur cet objet.

M. Bouché attaquoit le plan général du comité, & vouloit indiquer des moyens qu'il disoit être plus simples pour l'organisation des municipalités & des assemblées provinciales; mais on a réclamé fortement l'ordre du jour, relatif à la cinquième condition, pour être électeur ou éligible.

La rédaction du comité portoit la condition de *n'être pas, lors de l'élection, dans une condition servile*; mais cette expression ne convenoit plus à un peuple libre, qui a aboli toutes les traces de la servitude.

M. Pethion de Villeneuve a fait sentir l'inconvenance de ces mots, *condition servile*; & il a proposé ensuite de nouvelles exclusions. Il a fait sentir combien il étoit nécessaire d'écarter des élections tous les hommes dépendans du pouvoir exécutif, dont l'autorité ou les places étoient révocables à volonté.

M. Barrère de Vieuzac se renfermant dans l'ordre du jour, disoit que l'état de *serviteur à gages* comprenoit d'une manière plus expresse & plus concise, la classe d'individus qui devoient être exclus de la représentation politique, parce que les *serviteurs à gages* n'ont pas une volonté propre, libre & indépendante, telle qu'elle est nécessaire pour l'exercice du droit de cité.



« Le nom de domestique, disoit-il, plus rapproché de l'expression vulgaire, est un mot vague dont l'acception est trop étendue. *Domesticité* & *domestique* comprennent en effet, dans l'idiome des loix, une foule de citoyens respectables que votre intention n'est pas de priver de l'exercice des droits politiques. *Les domestiques* sont ceux qui vivent dans la même maison & mangent à la même table sans être *serviteurs*.

» Aussi les diverses ordonnances du royaume, entr'autres celles qui ont trait aux preuves civiles, & aux procédures criminelles, donnent une grande latitude au mot *domestique*. Chez le roi, ce mot comprend une infinité de personnes distinguées qui ont des charges ou des emplois considérables; chez les autres citoyens, il comprend une foule de personnes dignes d'égards, tels que des instituteurs, des secrétaires, &c. Il faut donc employer d'autres expressions que celles de *domesticité*, & restreindre la condition sous un rapport plus exact. Il faut que l'exclusion de la loi frappe expressément sur les *serviteurs à gages*, ce qui comprendra les personnes attachées aux personnes des citoyens, aux valets de service, aux valets laboureurs & aux valets vigneron.

» Mais il faut bien distinguer de cette classe les fermiers particuliers & les colons partiaires. Ces hommes utiles & nécessaires qui exercent le premier des arts, ne peuvent pas être compris parmi ces hommes dépendans, dont la volonté n'est pas libre; il seroit aussi injuste qu'impolitique de décourager ainsi les campagnes, on ne sauroit répandre trop d'émulation parmi les agriculteurs. Le Dauphiné avoit élevé cette question dans un temps où des privilèges odieux existoient encore, mais depuis qu'il n'y a plus ni privilèges, ni privilégiés, les fermiers sont plus libres, & ces agriculteurs méritent plus d'égards; je propose donc d'exprimer ainsi la cinquième condition, de n'être pas alors *serviteur à gages* ».

M. Foucault & M. de Montlausier ont appuyé cette motion, & développé la distinction faite en faveur des fermiers.

M. Regnaut attaquoit la rédaction parce qu'il ne savoit pas, disoit-il, la nature des gages, & qu'il y avoit des valets d'agriculture payés en denrées ou en denrées ; ainsi, il proposoit de dire, *les valets qui sont à gages, payés en argent & annuellement.*

M. d'Harembure proposoit une autre rédaction en ces termes : « de n'être pas dans le moment par la co-habitation & un salaire annuel, au service personnel d'un maître. » Suivant un curé, il falloit dire, *l'état de domesticité servile* ; suivant M. la Ville-aux-bois, *serviteur & domestique* ; suivant M. Camus, *domestique à gages.*

Plusieurs membres ayant demandé la priorité pour la rédaction de M. Barrere de Vieuzac, on l'a mise aux voix ; alors M. Lanjuinais a proposé pour amendement de mettre *dans un état de domesticité, c'est-à-dire de serviteur à gages.*

Il semble que le langage des loix doit être clair & concis, au lieu de renfermer des interprétations. Cependant, malgré la réclamation de quelques membres, on est allé aux voix, & la condition a été admise en ces termes : *de n'être pas alors dans un état de domesticité, c'est-à-dire, de serviteur à gages.*

M. de Mirabeau a demandé ensuite la permission de proposer d'autres exclusions. « Avant que vous finissiez l'examen des conditions d'éligibilité, a-t-il dit, je vais vous en proposer une, qui, si vous l'adoptée, honorera la nation.

Un murmure assez fort s'est élevé dans l'assemblée, mais M. de Mirabeau a repris : « Si la loi que je vous propose est propre à relever la morale nationale, c'est moi qui aura raison, & ce sera tant pis pour ceux qui murmurent. Je veux parler d'une institution tirée des loix d'une petite république qui jouissoit de tous ses droits avant que le mi-



nistère français n'eût aidé à l'en dépouiller; de cette institution de Genève, que le président de Montesquieu a appelé, avec tant de raison, une belle loi, quoiqu'il paraisse ne l'avoir connue qu'en partie; de cette institution de tous les droits politiques, de tous les citoyens qui a fait faillite, ou qui est insolvable, & qui est exclu de toutes les magistratures, & même de l'entrée dans le grand conseil, les enfans de ceux qui sont morts insolubles, à moins qu'ils n'acquittent leur portion virile des dettes de leur père; c'est une loi politique & morale, qui a peut-être contribué à la prospérité de l'état qui l'a adopté, & qui a produit la plus grande union dans les familles.

» A Neuchâtel la même loi a développé des ressources incroyables; elle peut dans tous les états remonter les principes sociaux, vivifier l'industrie, épurer les mœurs, sur-tout dans les temps où les liens du fils au père sont relâchés. . . . . Laissons à cette nation voisine, dont la constitution nous offre tant d'usages dont nous craignons de profiter; cette loi injuste, reste honteux de la féodalité, qui met à l'abri de toute poursuite pour dettes le citoyen que la nation appelle à la représentation dans un parlement; je propose de décréter les articles suivans.

#### ARTICLE PREMIER.

Aucun failli, banqueroutier ou débiteur insolvable ne pourra être élu ou rester membre d'aucun conseil ou comité municipal, non plus que des assemblées provinciales ou de l'assemblée nationale; ni exercer aucune charge de judicature ou de municipalité quelconque.

#### ART. II.

Il en sera de même de ceux qui n'auront pas acquitté, dans le terme de trois ans, leur portion virile des dettes de leur père, mort insolvable; c'est-à-dire, la portion de ses dettes dont ils auroient été chargés s'ils lui eussent succédé *ab intestat*



Ceux qui, étant dans quelqu'un des cas ci-dessus, auront fait cesser la cause d'exclusion en satisfaisant leurs créanciers, ou en acquittant ladite portion virile des dettes de leur père, pourront par une élection nouvelle rentrer dans les places dont ils auroient été exclus.

Les décenvirs de Rome ne se confiant point à leur propre raison, empruntèrent les loix des Grecs. Nos législateurs empruntent celles des Genevois, & puisqu'elle est citée d'après Montesquieu, il n'est pas inutile de citer l'opinion de ce grand homme. « La loi de Genève a cet effet, qu'elle donne de la confiance pour les négocians; elle en donne pour les magistrats; elle en donne pour la cité même; la foi particulière y a encore la force de la foi publique ».

Mais ne peut-on pas dire que cette belle loi confond trop peut-être l'homme insolvable par des malheurs imprévus, avec celui que l'inconduite ou la fraude ont réduit dans cet état? Ne peut-on pas dire que l'extension de la peine jusqu'aux enfans des insolubles, est une sorte d'injustice d'autant plus frappante, que l'on va détruire par l'empire des loix, l'empire du préjugé des peines infamantes? C'est ce que M. le duc de la Rochefoucault a fait sentir avec beaucoup d'intérêt: « J'ai vu par moi-même les bons effets de cette loi dans la Suisse; mais en France vous voulez rendre les fautes personnelles; nous avons des loix à faire pour prescrire ce qui est juste, il faut laisser à la vertu le soin de prescrire ce qui est honnête; tout citoyen qui, par sa faute, se fera rendu coupable, mérite d'être exclu, mais que sa faute péricule avec lui: on ne doit pas punir les enfans, parce qu'ils auront eu le malheur d'avoir un mauvais père ».

M. de la Rochefoucault a demandé la division de la motion de M. de Mirabeau, & M. de Montlaugier est venu l'appuyer par de nouveaux motifs.



MM. de Dieux & la Chaise propofoient encore l'exclusion des interdits & repris par justice. M. Populus ne vouloit pas que l'on s'occupât de ces nouveaux moyens d'incapacité.

Cette observation n'a pas empêché M. Feidel de proposer une nouvelle incapacité pour les débiteurs folvables qui auront obtenu des lettres de furſéance.

C'étoit ſuppoſer que ce vice honteux de nos loix pouvoit encore ſe reproduire chez un peuple qui fait une conſtitution : auffi M. Desmeuniers rejettoit cet amendement par un dilemme bien ſimple. « Si c'eſt pour l'avenir, diſoit-il, les arrêts de furſéance ſeront anéantis ; ſi c'eſt pour le moment actuel, on peut défier de les produire. »

M. Long ſoutenoit que cet amendement ne ſignifioit rien, ni dans ſon objet, ni dans ſon expreſſion grammaticale, & M. Populus obſervoit que tout citoyen qui a recours à la furſéance, eſt dans un état de faillite, & qu'ainſi l'amendement étoit inadmiſſible.

On eſt allé deux fois aux voix ſur cet amendement, & deux fois les épreuves ont été douteuſes : alors M. Prieur a propoſé, pour trancher la difficulté, d'abolir toutes lettres de furſéance.

M. le vicomte de Noailles a propoſé de déclarer qu'aucune lettre de furſéance ne ſoit donnée à compter de ce jour. Perſonne ne connoît mieux que moi les abus & les dangers de ces ſortes de lettres, a dit M. le Couteux de Cauteleu, & l'aſſemblée doit certainement les proſcrire ; mais le décret propoſé auroit un effet dangereux ſ'il avoit un effet rétroactif, & la caſſe d'eſcompte pourroit bien ſ'en reſſentir. Le comité des douze s'occupe de cet objet avec le miniſtre des finances ; ce comité doit vous développer bientôt une foule de circonſtances intéreſſantes, & le crédit public dépend encore du mouvement qui reſte encore à la caſſe d'eſcompte ; je demande que vous ſuſpendiez la motion, ou que vous ne lui donniez pas l'effet rétroactif.



Toutes ces discussions ne se faisoient pas sans une sorte de trouble & de tumulte , & M. le vicomte de Noailles a changé sa motion en ces termes , qu'aucun arrêt portant surseance pour dettes , ne pourra être accordé à l'avenir en faveur des particuliers , & que l'effet de ceux qui ont été précédemment obtenus , cessera dès-à-présent , à l'exception de ceux qui concernent les établissemens nécessaires au crédit public ; M. de Mirabeau a demandé aussi-tôt l'ajournement de cette motion. « Je demande , disoit-il , quel rapport cette question de surseance peut avoir avec le principe que vous voulez consacrer ; pourquoi voulez-vous fouiller votre constitution du mot de surseance qui doit être aboli ? mais avant que de prononcer ; il faut connoître l'entier système de la législation à ce sujet.

On est allé aux voix & la question sur la surseance a été ajournée ; alors sont venus les amendemens sur le 1<sup>er</sup> article de la motion de M. de Mirabeau.

M. le chevalier de Lameth a demandé la suppression du mot *charge de judicature* , qui devoit être renvoyé à la constitution du pouvoir judiciaire. M. de Mirabeau s'est plaint de ce qu'on dénatureroit son projet , il demandoit à le retirer , mais M. le comte de Montmorenci a observé avec raison que l'assemblée devoit se renfermer dans l'ordre du travail ; il n'est question ici que de la représentation & des conditions nécessaires pour être électeur ou éligible ; il faut enlever ces mots , *charge de judicature* ; la même demande a été faite par M. Desmeuniers. Enfin , l'assemblée étant allée au voix , a adopté l'article suivant.

« Aucun failli , banqueroutier , ou débiteur insolvable ne pourra être , devenir , ni rester membre d'aucun conseil ou comité municipal , non plus que des assemblées provinciales , ou de l'assemblée nationale , ni exercer aucune charge publique , ni municipale ».

Après que ce décret a été prononcé , M. le président a dit que M. le maire de Paris avoit envoyé des paquets



importans pour le comité des recherches ; espérons qu'à force de dénunciations à ce comité , on réussira enfin à dévoiler bientôt les manœuvres obscures & les noirs complots qui menacent depuis long-temps la liberté & la félicité publique.

M. de Lameth, l'un des secrétaires , a fait ensuite lecture d'un mémoire envoyé par les ministres du roi à l'assemblée relativement au régime des colonies.

La France , en recevant dans l'assemblée nationale les députés des colonies , les a traités avec plus de dignité & de confiance que les autres peuples anciens & modernes. Après avoir incorporé à l'état ses possessions lointaines , elle aura une grande question à décider ; c'est de savoir s'il faut une constitution particulière aux provinces coloniales , quoique faisant partie du même empire.

Telle est la question que la politique ou la sagesse ministérielle a traité dans le mémoire dont on vient de parler. On y présente les disparités frappantes qu'il y a entre les colonies & la métropole ; la différence des loix , des besoins , des rapports , de la police , des finances , du mode & de la nature des impôts , & ses considérations , disent les ministres , font présumer au roi que l'assemblée s'occupera séparément de cette question dans l'intérêt des colonies.

« Plusieurs décrets , ajoutent-ils , conformes aux principes de l'assemblée pour le régime du continent , ne seroient pas sans danger pour un pays dans lequel les dixièmes , onzièmes des habitans , en cessant d'être esclaves cesseroient d'avoir des subsistances ; ainsi il faut réfléchir sur les localités.

En second lieu , des contrées séparées par de grandes distances , réclament des réglemens provisoires ; des loix anciennes ont conféré ce droit à deux administrateurs ; il importe qu'ils résident dans les colonies , & leur exercice ne peut être un instant suspendu ; des fléaux destructeurs ,



& des guerres imprévues, demandent souvent des remèdes prompts, & au rétablissement subit de l'ordre qui ne peut venir que des administrateurs qui veillent à la sûreté des citoyens; quant à l'ordre judiciaire, les demandes en cassation & les affaires d'administrateur des colonies sont portées au conseil du roi, & vos décrets autorisent provisoirement ce tribunal à continuer d'en connoître.»

Ce mémoire a été renvoyé au comité de constitution, & MM. les députés des colonies sont invités à prendre connoissance, & à communiquer leurs observations.

Un des grands traits de la politique romaine étoit de laisser aux peuples conquis leurs mœurs, leur religion, leurs loix, leurs usages & leur gouvernement; cette sage politique pourroit bien s'appliquer à des peuples qui vivent dans des climats aussi disparates & aussi éloignés; ainsi, des administrations coloniales s'occuperoient plus utilement de la repartition de leurs impôts & des besoins intérieurs, ainsi la métropole pourroit leur envoyer des *administrateurs* qui, au lieu d'aller chercher dans ces parages une fortune rapide par un despotisme intéressé, ne s'y feroient plus connoître que par leurs bienfaits & par des principes analogues à la liberté de la métropole.

M. Moreau de Saint-Meri a dit qu'il étoit chargé par la commune de rapporter à l'assemblée certains faits relatifs au district de Saint-Martin-des-Champs; nous nous empressons de les consigner ici, parce qu'ils sont le témoignage authentique des bonnes dispositions des citoyens de ce district.

«Vendredi soir, a dit M. de Saint Merri, il s'est formé une assemblée dans l'église de Saint Martin; un des membres a fait la motion d'arrêter l'exécution de la loi martiale & d'en prononcer la nullité; un autre a fait l'amendement de quitter l'uniforme, à peine d'être *salué des fenêtres*, (ce sont les propres expressions). Ces mo-



tiens ont fait dans le district une sensation , d'autant plus grande , que les motionnaires avoient fait circuler la menace *du supplice* à ceux qui ne feroient pas de cet avis. Les officiers du district n'ont pas cru devoir y souscrire , & ils ont proposé à ceux qui les feroient de les signer ; ce qui fut inscrit sur les registres à minuit & demi.

A une heure , le bataillon du district envoya des députés pour déclarer qu'il respectoit les décrets de l'assemblée nationale , & qu'il vouloit verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour la soutenir. de ce moment ils ont affecté d'être tous en uniforme , & chacun a signé sa soumission , & fait le serment solennel de l'exécuter ; depuis ce moment , tous les bons citoyens se sont rassemblés dans le district , & leur vœu général est de manifester leur respect pour la loi martiale ; j'ai été chargé de vous l'apprendre : ainsi , la loi martiale ne déplaît qu'à ceux qui la craignent ; & c'est un bel éloge ; j'ajoute que l'auteur de la motion & de l'amendement sont arrêtés par ordre du district , & qu'ils sont constitués prisonniers.

L'assemblée a beaucoup applaudi à cet acte de vigueur & de patriotisme , dont l'exemple peut servir autant à effrayer les mal intentionnés , qu'à tranquilliser les provinces.

M. Blin a lu , au nom du comité des rapports , une lettre & une adresse portée à l'assemblée nationale à l'ouverture de ses séances à Paris par MM. les présidens des districts de Notre-Dame & des Barnabites réunis. Les habitans de la cité ou de l'ancienne ville de Paris ne peuvent être indifférens , disent-ils , sur l'heureux événement qui vient de placer dans leur enceinte le siège des délibérations de cette auguste assemblée ; ils ont cru pouvoir , comme simples citoyens , se féliciter du bonheur de leur position , qui , en les rendant les plus proches témoins , & les plus zelés admirateurs de vos sages délibérations , leur fait un devoir de vous offrir le tribut personnel de leurs forces & de leurs cou-

rages pour la sûreté de vos personnes, & la tranquillité de votre assemblée.

Si vous daignez, nosseigneurs, agréer cet hommage respectueux, la cité de Paris qui a déjà participé au vœu général des habitans de toute la commune, porté par ses représentans, comptera au rang de ses plus beaux jours, ceux où elle pourra vous conserver dans son sein, & vous donner des preuves particulières du zèle qui anime tous les habitans, de leur respectueuse reconnaissance, d'une soumission entière à tous vos décrets & du desir le plus ardent de concourir à la fin & au succès de vos glorieux travaux, en repoussant toutes les entreprises des ennemis de la patrie qui se permettoient de répandre le trouble dans cette auguste assemblée ».

Tels sont les sentimens dont les deux districts avoient prié le comité des rapports d'être l'interprète auprès de l'assemblée; elle y a répondu par de vifs applaudissemens comme elle l'avoit fait il y a peu de jours pour le district des *Filles Saint-Thomas*, qui s'étoit empressé de donner une garde d'honneur au président de l'assemblée nationale. C'est avec satisfaction que nous insistons sur des faits bien propres à préserver les provinces des fausses insinuations & des rumeurs séditieuses, que ne cessent de répandre les ennemis de l'état.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au cent-vingtième numéro, sont priés de renouveler, & de rapporter le numéro de leur soucription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez Cussac, Libraire, au Palais-Royal, n°. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.